

Interview de M. François Mitterrand, Président de la République, accordée à la télévision autrichienne ORF et aux quotidiens "Der Standard" et "Kurier" le 6 octobre 1993, sur l'adhésion de l'Autriche à la CEE, sur la relance de l'idée d'une confédération en Europe et sur la situation en Russie.

QUESTION.- Cela fait plus de dix ans que vous n'êtes pas venu en Autriche, c'est votre première visite officielle depuis 1982, et le hasard du calendrier veut qu'en même temps, en France, on s'apprête à commémorer le bicentenaire de la mort de Marie-Antoinette, l'Autrichienne qui est aussi le symbole des liens historiques entre la France et l'Autriche, qui étaient parfois difficiles, au moins très complexes, mais très étroits. Quel est votre sentiment personnel vis-à-vis de l'Autriche ?

- LE PRESIDENT.- Je pense qu'il s'agit là d'une circonstance de hasard. Quand j'ai accepté, avec grand plaisir, l'invitation du Président Klestil, bien entendu, je ne songeais pas du tout aux événements tragiques de la Révolution française. Dans l'histoire, il y a eu bien d'autres liens entre votre pays et le mien que ce mariage avec un roi de France qui s'est achevé par une tragédie ! Les relations présentes entre l'Autriche et la France sont de bonnes relations. Nous avons eu l'occasion de nous confronter, de nous rencontrer, de nous connaître et aussi de nous estimer à travers toute l'histoire de l'Europe. Je vais à Vienne avec une grande curiosité pour la grande culture de votre pays, ses admirables réalisations qui tiennent au génie autrichien et je me réjouis que politiquement, nous soyons arrivés à un stade d'harmonie qui nous permet d'envisager l'avenir avec beaucoup d'espoir. Je profite de l'occasion que vous m'offrez, et je vous en remercie, pour saluer le peuple autrichien et remercier les autorités de votre pays : le Président de la République, le Chancelier, de les remercier pour une invitation qui me fait grand plaisir. Cela fait en effet longtemps que je ne m'étais pas rendu chez vous, c'est un peu une série de circonstances qui me permettent, dix, onze ans après, d'y revenir et je m'en réjouis.\

QUESTION.- Monsieur le Président, vous avez, à plusieurs reprises, manifesté votre soutien à l'adhésion de l'Autriche à la Communauté européenne. Mais on entend souvent, en France, s'exprimer la crainte que l'Autriche pourrait, avec l'Allemagne réunifiée, former une sorte de bloc germanique surpuissant au sein de la CEE. Est-ce que vous partagez ces craintes ?

- LE PRESIDENT.- Non, ce sont des fantasmes que je ne partage pas du tout. C'est vrai que, au sein de la Communauté, cette association sera "germanique" mais je pense que l'histoire a déjà tranché, et d'une façon cruelle, au cours de ma propre génération, et que l'Autriche est un pays à la fois fidèle à son passé mais aussi capable d'avoir son autonomie de pensée, de jugement et donc de politique. En plus, on ne va pas élargir la Communauté sur la base d'une multiplication des méfiances. Dès lors que l'on a décidé d'associer douze pays et ensuite de dire aux autres "venez", dès lors que cela est possible politiquement, économiquement et culturellement - ce qui est le cas de l'Autriche - il ne faut pas faire de restriction. L'Autriche est européenne, la France est européenne, eh bien ! travaillons ensemble.

- QUESTION.- Monsieur le Président, vous parliez à l'instant des méfiances. Il ne faut pas se cacher qu'en Autriche où il faudra un référendum pour ratifier l'adhésion à la Communauté européenne, il y a beaucoup de craintes comme il y en a eu en France avant Maastricht. Quel message pouvez-vous délivrer à ces Autrichiens qui ont peur, par exemple, sur certains acquis écologiques ou certains acquis sociaux, ou sur la question de la neutralité, de n'avoir plus leur mot à dire, et qui se demandent quelle sera leur place dans l'union européenne ?

- LE PRESIDENT.- L'objectif de la Communauté, c'est à la fois d'associer étroitement nos pays au sein d'un marché unique devant aller, après la mise en place du Traité de Maastricht, vers l'union économique, monétaire et politique. Mais, en même temps, il est entendu que chacun doit préserver son identité nationale. Comment pourrait-on faire autrement ? Ce ne serait absolument pas souhaitable que de supprimer - et comment le ferait-on ? - ce qui fait le caractère de nos peuples. On s'en inquiète en Autriche, on s'en est inquiété en France. Un référendum est toujours risqué, vous le savez bien. Moi, j'ai préféré un référendum en France qui n'a obtenu que 51 % des suffrages à un vote parlementaire au résultat assuré, car 4/5ème des parlementaires auraient voté pour le Traité de Maastricht. Mais la confiance populaire crée un engagement pratiquement irréversible et c'est beaucoup plus fort comme cela.

- Vous discuterez en Autriche, chacun donnera ses arguments. S'il s'agit maintenant de dire aux Autrichiens qu'ils resteront eux-mêmes tout en étant dans la Communauté, ils n'ont qu'à prendre exemple sur la France, c'est bien son cas. L'Autriche a des valeurs qui sont les siennes, nous pourrions en profiter mais elle les gardera pour elle-même, vous me parlez d'écologie mais ce n'est pas le seul pays écologiste au sein de la Communauté. Quant à la neutralité, il y a déjà l'Irlande qui est neutre au sein des Douze, personne n'est obligé d'entrer dans l'UEO, dans l'Union européenne de défense, en somme. Cette liberté demeure mais il ne s'agit pas de procéder par des méthodes arbitraires.

- Dans le Traité de Maastricht, il y a l'amorce d'une défense commune. Cette amorce connaîtra des évolutions et chacun des pays de la Communauté, comme vous le savez, garde dans les matières majeures une possibilité de refus. La voix de l'Autriche comptera autant que la voix de l'Allemagne, de la Grande-Bretagne ou de la France.

QUESTION.- Est-ce que le débat à l'intérieur de la Communauté sur une réforme éventuelle des institutions et du fonctionnement en vue justement de l'élargissement de la Communauté n'est pas encore tranché ?

- LE PRESIDENT.- Oui, il n'est pas encore tranché. Il faudra en discuter. Moi, je suis tout à fait favorable à l'élargissement. Trois candidatures me paraissent tout à fait prêtes : l'Autriche, la Suède et la Finlande. J'espère celle de la Norvège. On étudiera celle de la Turquie. Cela marche bien. Le problème : on ne va quand même pas faire capoter une grande aventure historique comme celle-là pour une discussion sur un siège ici ou là. Mais de toute façon, au sein de la Commission, chaque pays doit se trouver représenté. Ceux qu'on appelle les petits pays - je ne sais pas pourquoi d'ailleurs, peut-être par rapport à la démographie, la population - doivent pouvoir dire leur mot. En revanche, il ne faut pas renverser la formule en disant que les pays importants doivent pratiquement s'effacer et disparaître. Mais n'importe quel négociateur avisé trouvera une solution au problème de la représentation au Parlement et de la représentation à la Commission. La représentation au Conseil est assurée puisque c'est le chef de l'Etat ou le chef de gouvernement, à égalité. Je crois vraiment que toutes les garanties sont réunies.

- QUESTION.- Pour revenir un peu plus largement sur la question de la Communauté, monsieur le Président, il faut constater un désenchantement considérable des Européens, peut-être même un refus par rapport à l'Union européenne, les sondages le prouvent un peu chaque jour.

- LE PRESIDENT.- Les sondages ne prouvent jamais rien. Ils prouvent qu'à un moment donné il y a telle ou telle orientation de l'opinion mais cela se réforme et, moi-même, j'ai dû combattre, - c'était normal, en démocratie -, pour faire admettre le Traité de Maastricht par les Français. Ça n'a pas été facile ! A la fin de la campagne menée en ce sens, nous l'avons emporté. Si nous avions fait l'addition de toutes les oppositions, a priori, ce n'était pas possible et puis finalement cela l'a été. Non, moi je ne crois pas qu'on puisse dire cela. L'Europe traverse quoi ? Eh bien, la crise de l'Occident - la crise économique de l'Occident - Bien entendu, avec une récession comme

crise de l'Occident, la crise économique de l'Occident. Bien entendu, avec une récession comme celle-là, les peuples et surtout les catégories sociales les moins favorisées ne peuvent qu'être sceptiques en pensant que le mal vient de l'Europe & ce qui n'est pas le cas. De même, dans le drame bosniaque, on dit que l'Europe n'est pas capable de régler ce problème. Eh bien, justement, le Traité de Maastricht n'est pas impliqué pour l'instant. On n'a pas achevé de le ratifier. On n'a pas souffert de la présence de l'Europe qui se serait d'ailleurs, dans ce cas-là, mal comportée. On a souffert de l'absence d'Europe. Il ne faut pas en conclure qu'il en faudra moins, il faudra en conclure qu'il en faudra plus, surtout pour régler des problèmes aussi délicats que les conflits régionaux, les conflits guerriers régionaux qui sont très difficiles.

- QUESTION.- Finalement, il y a des commentaires dans les journaux qui disent que Maastricht est mort. Etes-vous optimiste pour l'élargissement ?

- LE PRESIDENT.- Moi, je pense que nous devons dominer cette difficulté - on connu pire ! et d'autre part, c'est au peuple autrichien de se prononcer. Il souhaite ou il ne souhaite pas entrer dans la Communauté. Nous nous inclinons devant sa décision.

- QUESTION.- Est-ce qu'il faut attendre que la crise passe ou est-ce qu'il faut relancer la dynamique ?

- LE PRESIDENT.- Tout ce qui permettra de la relancer sera bon. Nous allons avoir des Conseils européens pour cela - je l'espère - et puis, si la crise s'atténue, aussitôt l'optimisme reviendra.

QUESTION.- Vous avez, dans le passé, proposé la création d'une Confédération européenne englobant à la fois les pays de la CEE, les pays de l'AELE et les pays de l'Est. Estimez-vous que cette proposition est toujours d'actualité et comment peut-on, selon vous, faire face justement à toute cette désintégration à laquelle on assiste, notamment en Europe de l'Est, à cette multiplication des conflits nationaux ?

- LE PRESIDENT.- L'Europe a vécu depuis des siècles jusqu'à une époque récente sous l'autorité des empires ou des grandes puissances. Rien qu'au cours de ce siècle, on a vu disparaître l'empire ottoman, l'empire austro-hongrois, deux empires allemands, deux empires soviétiques russes, les empires coloniaux, simplement sur la durée d'une vie humaine. Tous ces peuples qui vivaient sous l'autorité d'un pays étranger ou d'une dictature se trouvent soudain maîtres de leur destinée : des peuples souverains et qui se cherchent, qui n'en ont pas l'habitude, sans oublier que les rivalités ethniques en étaient étouffées par l'autorité centrale. Maintenant, ils sont libres d'agir à leur guise.

- Il faut donc songer à retrouver un chemin politique qui nous permettra de reconstituer de grands ensembles, bien entendu, par la démocratie et pacifiquement. Moi, je ne vois pas d'autres moyens que le contrat - il y a contrat entre tous les peuples d'Europe, tous les pays démocratiques d'Europe - instituant une Confédération (le mot, si on en préfère un autre, moi ça m'est égal), pour que tous les pays démocratiques d'Europe puissent travailler ensemble. Pour la Communauté c'est spécial & la Communauté est très contraignante, on ne peut pas entrer dans la Communauté n'importe comment sinon on en souffrirait beaucoup, je pense à certains pays d'Europe qui sont en très grave difficulté économique, en état de sous-développement, et en raison de la création d'un marché unique pour les marchandises, pour les capitaux et pour les hommes, ces pays seraient très vite complètement envahis par les entreprises étrangères. Rien ne pourrait y résister. Et en même temps ils représenteraient un poids financier extrêmement lourd pour les pays de la Communauté qu'on appelle contributeurs nets, c'est-à-dire qu'ils versent à l'Europe plus qu'ils ne reçoivent, ce qui est le cas actuellement de l'Allemagne, de la Grande Bretagne et de la France. Donc, ce n'est pas réalisable pour l'instant, cela se fera, je l'espère, bientôt. Dans des pays comme le vôtre, la question ne se pose pas. Vous disposez d'un niveau de vie et d'une économie, et c'est pourquoi je suis tellement partisan que vous entriez dès maintenant dans la Communauté. Pour tous les autres, ce n'est pas parce qu'ils doivent encore payer le prix de ce qu'ils ont souffert depuis, dans certains cas 70 ans et dans d'autres depuis 45 ans, ce n'est pas pour cela qu'on doit, pour autant, leur interdire toute vie commune en Europe. Autrement, vous allez voir se créer la situation suivante : une Communauté surpuissante, 340, 350, 360 millions d'habitants, une économie - disons malgré la crise par rapport aux autres - prospère, une puissance énorme - la première puissance commerciale du monde - négociant des

aides à tel pays, tel autre petit pays de 8 millions, 10 millions, 4 millions d'habitants, en état de totale destruction économique.\

LE PRESIDENT.- ` Suite de la réponse sur la confédération européenne `

- Comment voulez-vous préserver le sentiment de dignité, de souveraineté dont chaque peuple a besoin ? Il faut donc qu'il y ait, quelque part, une enceinte où tous ces peuples d'Europe se retrouvent pour discuter à égalité, dans des domaines très vastes, parfaitement possibles & prenez celui de l'environnement, ce n'est même pas la peine d'insister : les pluies acides et les cours d'eau pollués ne connaissent pas les frontières. Dans les domaines comme celui du transport, de l'organisation de la carte de l'Europe pour les moyens de transport d'un pays à l'autre, d'une capitale à l'autre, et le problème des investissements pour créer les richesses là où il n'y en a pas, exploiter des richesses virtuelles - et l'on pourrait continuer l'énumération par exemple sur le domaine culturel -, pourquoi ne pas décider ensemble et pour cela disposer d'un organisme permanent ? Que les ministres des affaires étrangères, que les ministres des économies et des finances se rencontrent plusieurs fois par an, que les chefs d'Etat ou de gouvernement se rencontrent au moins une fois par an, qu'il existe un secrétariat, un embryon d'organisation commune, et que l'on vote sur des décisions dans les domaines que je viens de citer et dans quelques autres ? A ce moment-là, lorsqu'il s'agira de mettre en contact la Communauté et les pays qui n'appartiennent pas à la Communauté, tous plus pauvres que les pays de la Communauté, on discutera entre partenaires égaux même si l'un est plus riche que l'autre. Je crois que l'avenir de la politique c'est le respect de la dignité et de l'identité. Et c'est pourquoi je préconise ce système. Nous ne nous connaissons pas, chacun supporte ses crises là où il se trouve et les risques de voir se multiplier les conflits et les guerres. Vous avez l'ancienne Yougoslavie, mais les revendications naissent un peu partout, et les oppositions entre les gens qui étaient associés dans le même pays il n'y a pas si longtemps. Je crois qu'il faut chercher une issue. Et comme cette issue ne peut pas être la reconstitution des empires, ce doit être une organisation contractuelle entre les pays libres.

- QUESTION.- Un de ces sujets que vous venez d'évoquer c'est la protection des minorités ?

- LE PRESIDENT.- Absolument.

- QUESTION.- Peut-être le sujet principal, mais contesté aussi, du premier sommet des chefs d'Etat et de gouvernement, du Conseil de l'Europe, qui se réunissent après-demain..

- LE PRESIDENT.- Oui, c'est un problème difficile.

- QUESTION.- ... dont vous êtes à l'origine ?

- LE PRESIDENT.- Je pense qu'on ne peut réussir à reconstruire ce que j'appelle de grands ensembles que si en même temps on a des clauses de sauvegarde des minorités. Dans l'affaire de l'ex-Yougoslavie, dès le point de départ, la France a fait une proposition pour la prévention, et le règlement des conflits soumis à l'arbitrage, une sorte de cour d'arbitrage - qui existe d'ailleurs aujourd'hui - Je pense qu'il faudrait développer cela à travers toute l'Europe. Les minorités sont très souvent opprimées. Cette oppression fait que n'importe quelle minorité, aussi petite soit-elle, aspire au statut d'un Etat souverain. Il y a une limite. L'Europe ne peut pas se composer simplement de cantons, mais les populations intéressées ne comprendront pas ce langage s'il n'existe pas une loi internationale qui garantisse leur protection en tant que minorité. Vous ne réussirez cette grande entreprise que si chaque petit groupe humain se sent protégé.\

QUESTION.- Vous évoquiez l'ex-Yougoslavie à l'instant. On a dit au sujet de cette crise qui est la plus sanglante depuis très longtemps que l'on a échoué, c'est-à-dire que l'on n'est pas arrivé jusqu'à maintenant...

- LE PRESIDENT.- "On a échoué", qui c'est "on" ?

- QUESTION.- La Communauté internationale, l'Occident, et les acteurs sur place eux-mêmes.

- LE PRESIDENT.- Ce n'est pas l'Europe, l'Europe n'a pas encore, je l'ai dit tout à l'heure et je le répète, dans ses attributions, le pouvoir de régler des problèmes militaires, politiques ou diplomatiques.

- QUESTION.- Que peut faire la Communauté européenne et la France qui est déjà engagée, concrètement au-delà de ce que l'on vient de faire, c'est-à-dire l'aide humanitaire, où on voit des

casques bleus aider les tractations diplomatiques ?

- LE PRESIDENT.- Discuter, négocier, les faire se rapprocher et se rencontrer, mais on ne peut pas préconiser l'envoi d'armées qui ne ferait qu'ajouter un drame à d'autres drames.

- QUESTION.- On a vu les difficultés que rencontre la mission de l'ONU et surtout des troupes américaines en Somalie. Est-ce que vous jugez que cela porte quelques doutes sur l'envoi des futurs casques bleus après l'éventuel accord de paix en Yougoslavie ?

- LE PRESIDENT.- Cela peut jeter en effet un certain trouble pour la Somalie mais pas ailleurs. On n'a pas observé le même phénomène dans les autres régions du monde où les forces des Nations unies ont été extrêmement utiles. Elles ont réglé quand même beaucoup de problèmes et les Nations unies ont retrouvé un rôle parfaitement justifié depuis l'affaire de la Namibie jusqu'à un époque plus récente au Cambodge, par exemple. Donc, il ne faut pas non plus se spécialiser dans le pessimisme. Je pense que la manière dont les choses ont évolué en Somalie ne doit pas représenter un modèle, c'est sûr. Par ailleurs, je crois qu'il y a lieu de se réjouir de l'intervention des Nations unies.

- QUESTION.- Est-ce que vous partagez la crainte que les Américains seront à l'avenir plus réticents pour participer à une action en Bosnie après les accords de paix ?

- LE PRESIDENT.- Je ne sais pas, je ne suis pas dans la tête du Président Clinton. Je ne pense pas que les Américains souhaitent participer à un conflit armé dans l'ancienne Yougoslavie. Peut-être ensuite, probablement même souhaiteront-ils participer à la garantie de la paix, cela c'est une autre affaire.\

QUESTION.- Quant à la Russie, quelle analyse faites-vous aujourd'hui des affrontements ?

- LE PRESIDENT.- Je pense que c'est très difficile de sortir d'un système qui pendant plus de soixante-dix ans a tout régenté, et en particulier a supprimé l'initiative individuelle. Passer à un régime libéral, c'est une vraie révolution et la révolution ne se règle pas comme cela en trois mois. Elle connaît toujours une succession d'événements, de phases différentes l'une de l'autre. On assiste à une des dernières phases, un des derniers soubresauts d'une grande histoire dramatique, qui veut que le système communiste se soit effondré sur lui-même, au fond tout seul. Que les peuples de Russie aient quelques peine à s'adapter à un nouveau système, cela se comprend, on ne peut pas les accabler. Voyez même en Allemagne la difficulté qu'a ce grand pays, coupé en deux à l'issue de la dernière guerre mondiale, à se rejoindre. C'était une bonne chose qu'il le fasse, mais maintenant, il faut s'adapter, et cette adaptation est délicate.

- QUESTION.- En Russie, c'est quand même une révolution où il y a une question de pouvoir qui paraît ne pas être réglée. J'imagine que vous étiez en contact peut-être avec le président russe pendant ces dernières heures ?

- LE PRESIDENT.- Oui, je me suis entretenu avec M. Eltsine, il y a trois quarts d'heure encore..

- QUESTION.- Qu'avez-vous comme impression après la normalisation de la situation à Moscou ? Est-ce qu'il y a une stabilisation ?

- LE PRESIDENT.- Il faut faire le bilan, ce n'est pas à moi de le faire, c'est aux autorités russes. Le bilan, c'est qu'il a fallu l'intervention de l'armée pour régler ce conflit, c'est qu'il existe un certain scepticisme dans l'opinion publique en dépit des efforts du Président Eltsine et de son administration. Aujourd'hui la Russie n'a pas encore retrouvé ses bases et elle ne maîtrise pas le nouveau système plus démocratique qu'elle a commencé de se donner.

- QUESTION.- M. Dumas, votre ancien ministre des affaires étrangères a dit qu'il faudrait appliquer un nouveau plan Marshall pour la Russie. Est-ce que vous avez l'impression que l'Occident a trop hésité pour aider la stabilisation ?

- LE PRESIDENT.- La Communauté a quand même fourni un nombre impressionnant de milliards de dollars et d'écus. C'est elle qui a fourni, et de très loin, l'effort principal. Mais j'ai l'impression que cette aide accordée a mis administrativement bien longtemps à être répartie en Russie, elle ne l'est pas encore. Le système actuel est un système de transition qui n'est pas encore en mesure de profiter de ces aides de la meilleure façon. Donc, on ne peut pas accuser l'Occident d'avoir montré trop d'avarice mais on peut penser que l'effort n'a pas été porté au meilleur endroit. Je crois qu'il faut surtout de bons investissements et avant tout une bonne formation des hommes et des femmes qui sont appelés à gérer la Russie nouvelle. A cet égard, les cadres ne

hommes et des femmes qui sont appelés à gérer la Russie nouvelle. A cet égard, les cadres ne sont pas formés, ils n'existent pas, comment faire ? Comment se forme un prix ? Comment se forment les échanges ? Cela fait deux générations qu'on ne sait plus faire. Il faudra du temps. Il faut le comprendre.\

QUESTION.- Revenons à l'Europe occidentale et à la France. Vous êtes maintenant depuis douze ans à la tête de la France, mais, ailleurs en Europe, on vous perçoit également comme le représentant d'un modèle socialiste ou disons d'une tentative de modèle socialiste.

- LE PRESIDENT.- On n'a pas cherché à faire un modèle. Les socialistes ont simplement, électoralement, démocratiquement, gagné les élections en 1981 et en 1988 pour cinq ans de nouveau, cela fait donc dix. Moi, je suis là depuis douze ans parce que nos institutions veulent que la durée de mandat d'un président de la République soit plus long que la durée d'un mandat de député. C'est ce qui fait cette sorte de disparité.

- QUESTION.- Mais initialement, vous partiez avec l'idée, avec la promesse, de créer en France un système nouveau, un système qui serait quand même différent de ce qu'avait connu jusqu'alors la France et même peut-être l'Europe occidentale.

- LE PRESIDENT.- On a changé beaucoup de choses et je pense que l'histoire nous rendra justice.

- QUESTION.- Mais, aujourd'hui, si on observe les partis socialistes, socio-démocrates en Europe, on a quand même l'impression qu'ils ont du mal à apporter des réponses spécifiques, des réponses bien à eux à des problèmes tels que la montée du chômage ou la crise économique en général. Est-ce que vous, vous disposez toujours d'une vision socialiste pour répondre à tous ces problèmes que vit notre civilisation ?

- LE PRESIDENT.- Moi, je suis socialiste et je le reste. J'ai moins les moyens de faire prévaloir mes vues puisque la majorité parlementaire ne pense pas comme cela et que mon premier devoir est de respecter la règle démocratique dans mon pays. Mais je n'ai pas changé d'idée et je ne vois pas que votre constat pessimiste soit si justifié. En Europe, j'ai vu que les socio-démocrates écartés du pouvoir au Danemark, y sont revenus, écartés du pouvoir en Norvège, y sont revenus. Il semble qu'ils aient des positions fortes dans beaucoup d'autres pays. Ils sont restés en Espagne. Je ne sais pas ce qui se passera en Grèce. Votre constat pessimiste ne me paraît pas vérifié.

- QUESTION.- C'était, disons, les tendances électorales...

- LE PRESIDENT.- Electorales, ça veut dire que le socialisme et la social démocratie ne sont pas à bout de souffle !

- QUESTION.- Même au niveau des contenus alternatifs ?

- LE PRESIDENT.- Naturellement, il n'y a pas que l'économie, la lutte contre le chômage, même si c'est aujourd'hui primordial.

- QUESTION.- Est-ce qu'à ce niveau-là, vous pensez disposer d'une alternative, d'une réponse particulière ?

- LE PRESIDENT.- Ce n'est pas à moi qu'il faut poser la question. Je ne suis pas à la tête d'un parti politique. Mais j'ai confiance, en effet, dans les réponses qui pourront y être apportées par ceux qui représentent, disons, mon propre choix intellectuel et politique.\

QUESTION.- Est-ce que le fait que la Russie détienne tout un arsenal nucléaire est un danger pour l'Occident en général ? Qu'est-ce que l'OTAN et l'UEO peuvent proposer pour contenir ce danger ?

- LE PRESIDENT.- Les pays détenteurs d'armes nucléaires dans l'ancienne Union soviétique sont au nombre de quatre : la Russie, l'Ukraine, la Biélorussie et le Kazakhstan. Eux-mêmes se sont donné une règle et ont une organisation commune, sous la d'une personnalité militaire russe et il n'y a pas lieu d'attendre.

- QUESTION.- Craignez-vous le retour au pouvoir de gens qui seraient peut-être moins raisonnables ?

- LE PRESIDENT.- Quel est le pays qui prendrait le risque d'une guerre atomique qui aboutirait à la destruction totale de son propre pays et de ses habitants ? Cela n'a pas de sens ! Il faut simplement que nous préservions notre capacité de dissuasion & c'est-à-dire que personne n'ait

envie de faire la guerre.

- QUESTION.- La Chine vient d'effectuer un essai nucléaire hier, est-ce que ça remet en cause le moratoire, est-ce qu'il y a un changement là-dessus ?

- LE PRESIDENT.- Nous organisons une consultation avec les Américains, les Anglais et les Russes et c'est à l'issue de cette consultation que nous déciderons. Mais je pense qu'il faut garder notre sang-froid, je ne suis pas favorable dans la situation présente, avec les données que j'ai, à la reprise des essais nucléaires. Bien entendu, si d'autres pays que la Chine en prenaient l'initiative, la France serait contrainte, pour assurer ce qu'on appelle le "seuil de suffisance" pour sa défense, de poursuivre elle-même ses essais, mais elle ne donnera pas le signal.\